



*CLUB CONVAINCRE DU RHONE*

## New Letter Europe N° 79 du 24 Avril au 5 mai 2026



### **Menaces du Président américain Donald TRUMP contre les pays européens !**

La guerre en Iran, déclenchée fin février par des frappes israélo-américaines, a profondément tendu les relations entre Washington et plusieurs capitales européennes. Entré dans son troisième mois, le conflit suscite de vives critiques en Europe, auxquelles le président américain Donald Trump répond désormais par la menace d'un retrait militaire. Après avoir évoqué une réduction des effectifs en Allemagne, il cible l'Italie et l'Espagne, accusées de ne pas soutenir l'opération menée contre Téhéran. Il reproche à Rome de n'avoir « *été d'aucune aide* » et à Madrid d'avoir été « *absolument horrible* ».

Trump affirme que la guerre « *aide le monde entier* » et déplore que certains alliés refusent de participer à l'effort visant, selon lui, à éliminer la menace nucléaire iranienne. Les États-Unis disposent pourtant de troupes importantes en Europe : plus de 36 000 soldats en Allemagne, 12 600 en Italie et près de 4 000 en Espagne fin 2025. Le niveau de retrait envisagé reste flou, mais des médias américains évoquent une réduction significative. De plus, le 1er mai 2026, Donald Trump a annoncé qu'il allait relever à 25 % contre 15% actuellement, les droits de douane américains sur les voitures et camions importés depuis l'Union européenne, dès la semaine suivante.

Les tensions avec l'Italie se sont aggravées après les critiques de la Première ministre Giorgia Meloni, accusée par Trump de céder à la pression intérieure. Avec l'Espagne, les désaccords sont plus anciens, liés à la position de Madrid sur la guerre à Gaza puis à son refus d'augmenter les dépenses militaires à 5 % du PIB, contrairement aux autres membres de l'OTAN. L'administration américaine a multiplié les avertissements, allant jusqu'à envisager une suspension de l'Espagne de l'Alliance. Pendant ce temps, la guerre bouleverse la région et fait bondir les prix du pétrole, bien au-dessus des niveaux d'avant guerre.

Source : *Euronews du 1er mai 2026*



## L'avenir de la Politique Agricole Commune (PAC) après 2027 ?

La réforme de la PAC après 2027 s'articule autour du nouveau mécanisme DABIS (un soutien au revenu basé sur les surfaces, assorti d'une dégressivité et d'un plafonnement à 100 000 € par exploitation). La Commission veut ainsi mieux redistribuer les aides et cibler les agriculteurs dont l'activité agricole constitue la principale source de revenus. Elle propose aussi d'exclure progressivement les agriculteurs retraités d'ici 2032 et de réserver 6 % du budget aux jeunes

Les États membres restent profondément divisés. L'Allemagne et plusieurs pays d'Europe centrale rejettent le caractère obligatoire du plafonnement, jugé pénalisant pour les grandes exploitations. L'Espagne soutient le ciblage des professionnels mais refuse toute baisse du budget global. La France demande davantage de flexibilité dans les critères de ciblage et insiste sur la cohérence avec les autres instruments, notamment les aides couplées. Plusieurs délégations contestent l'exclusion automatique des retraités.

Face à ces divergences, le commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation Christophe Hansen rappelle que la PAC doit évoluer dans un contexte où toutes les politiques européennes sont appelées à être réformées et simplifiées pour justifier leur financement. Selon lui, la légitimité budgétaire de la PAC repose sur des règles européennes solides, intégrant notamment la question du départ à la retraite comme un outil de solidarité intergénérationnelle et de renouvellement des exploitations, tout en tenant compte des demandes visant à protéger les jeunes agriculteurs des effets de la dégressivité et du plafonnement.

Source : *L'hebdo du Mouvement Européen du 4 mai 2026*



## Budget de l'UE 2028-2034 : ce que demandent les députés européens !

Le 28 avril 2026 par 370 voix, contre 201 et 84 abstentions, le parlement européen a voté ses propositions pour le prochain Cadre Financier Pluriannuel (CFP) 2028-2034 avec un budget plus élevé de 175 milliards d'Euros soit 1,27% du Revenu National Brut (RNB) européen estimé à 1 789 Md€ en 2025. Le Parlement refuse d'inclure dans les plafonds les 150 Md€ prévus pour rembourser la dette du plan de relance post-Covid (NextGenerationEU). Comme le Parlement ne peut amender le CFP, il tente de peser avant les négociations du Conseil européen.

La Commission propose de regrouper de nombreux crédits dans des plans nationaux et régionaux. Le Parlement s'y oppose du fait du risque de perte de lisibilité des politiques communes, de l'affaiblissement du contrôle démocratique européen et de la recentralisation au profit des gouvernements nationaux. Les députés veulent maintenir des enveloppes distinctes (PAC, cohésion, FSE+, pêche, migrations) et ils exigent l'implication des collectivités locales et régionales. Le Parlement approuve l'orientation stratégique (compétitivité, défense, énergie, innovation, infrastructures, climat), mais juge les montants insuffisants.

Si les députés acceptent un budget plus réactif face aux crises, ils exigent des garde-fous : transparence, auditabilité, contrôle démocratique, surtout si la Commission gère davantage via des programmes de travail. Le Parlement soutient la stratégie de la Commission : environ 58,5 Md€/an de nouvelles recettes (carbone, grandes entreprises...) et il veut que ces ressources soient adoptées en même temps que le CFP et atteignent ~60 Md€/an. En cas de blocage, il propose des taxes sur les services numériques, les jeux d'argent en ligne et les plus-values crypto. Les Etats membres doivent maintenant définir leur position lors d'un prochain Conseil européen, sachant que le CFP doit être adopté à l'unanimité puis approuvé par le Parlement européen.

Source : *Toute l'Europe du 28 avril 2026*

